

Objekttyp: **Advertising**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **13 (1955)**

Heft 1

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

souvent irréfléchie, les pays débiteurs s'endettent rapidement. Le cas le plus récent est celui du Brésil qui a contracté, l'année dernière, pour plus de 10 milliards de cruzeiros de dettes commerciales. Cela a obligé l'Export and Import Bank américaine à intervenir par le moyen d'un prêt de 300 millions de dollars pour sauvegarder les créances américaines.

Par conséquent, les Etats exportateurs, en accordant d'une manière démesurée leur appui officiel aux crédits destinés à financer les exportations de biens d'équipement à long terme, accélèrent la course aux facilités de paiement et contribuent à accroître les dettes des pays clients. Ils s'exposent à ce qu'on leur reproche d'avoir été à l'origine des restrictions de transferts qui pourront être décrétées par les pays débiteurs.

Plusieurs pays exportateurs, se rendant compte de ce danger signalé par M. Black, ont limité leur intervention.

En ce qui nous concerne, nous pensons que l'Etat ne doit pas intervenir dans le financement à long terme de l'exportation. Mais nous sommes d'avis que, tout en veillant à ne pas favoriser la surenchère en cette matière, les banques devraient sérieusement étudier une méthode adéquate de financement à long terme de nos exportations, sur le modèle de la Centrale des lettres de gage par exemple, pour venir au-devant des vœux de l'industrie. Ce sont elles qui sont le mieux en mesure de répartir leurs risques grâce à la grande diversité de leurs opérations.

Nul doute que l'économie privée helvétique, dont le réalisme teinté de prudence et l'ingéniosité sont bien vivaces, trouvera une issue, dans l'intérêt bien compris de l'industrie d'exportation et des banques.

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

12 correspondants locaux dans le canton

LAUSANNE

Rue Centrale 7

VEVEY

Rue du Simplon 34

RENENS

Rue de Lausanne 21

Toutes opérations d'une banque commerciale et hypothécaire aux meilleures conditions